

# JOURNAL OFFICIEL

## DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 81.  
N° 26.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1  
NO TITEMA 1932.

## ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	50 fr.	27 fr.	15 fr.
France et Colonies.	54 fr.	30 fr.	17 fr.
Etranger.....	61 fr.	37 fr.	20 fr.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : VOIR AUX ANNONCES

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	3 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	1 50
Annonces commerciales et avis divers : .....	4 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 fr.
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.....	1 40

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

1932

Pages

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1 <sup>er</sup> octobre... Décret relatif à la répression des fraudes en ce qui concerne les rhums et tafias, dans les colonies (Arrêté de promulgation n° 924 c., du 18 novembre 1932).....	568
1 <sup>er</sup> octobre... Décret instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie (arrêté de pro- mulgation n° 925 c., du 18 novembre 1932).....	568

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

13 novembre... Arrêté n° 906 i.c., relatif à l'incorporation de la 3 <sup>e</sup> fraction de la classe 1931.....	571
16 novembre... Arrêté n° 907 i.c., relatif au renvoi dans leurs foyers des mili- taires de la 1 <sup>re</sup> fraction de la classe 1931.....	571
17 novembre... Décision n° 908 p.t.t., fixant l'ouverture d'une session d'exa- mens pour l'obtention du certificat d'aptitude d'opérateur ra- dio-télégraphiste de la classe B.....	571
21 novembre... Arrêté n° 928 s., modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 245 s.g., du 14 mars 1932, sur le fonctionnement du Service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie.....	572
21 novembre... Arrêté n° 931 s.g., portant organisation d'une commission consul- tative des intérêts économiques dans l'Archipel des Tuamotu.....	572
21 novembre... Arrêté n° 932 s.g., déterminant les conditions d'application dans la Colonie de l'art. 17 du décret du 31 mai 1931, sur la prime au café.....	574
Extraits.....	575

## AVIS OFFICIELS

Avis aux fonctionnaires. — Pensions civiles (loi du 14 avril 1924), élections des délégués.....	577
Iles-Sous-le-Vent. — Avis au sujet de l'île Maiao.....	577
Exposition Coloniale Internationale de Paris. — Récompenses attribuées par le Jury aux exposants.....	577
Comité Colonial du Combattant. — Résultat des élections du 22 novembre 1932.....	578
Avis au sujet du traité de Commerce entre la France et le Canada.....	578
Trésorerie de Tahiti. — Avis au sujet de la conversion des rentes.....	578
Avis au sujet des objets sauvés dans le lagon d'Uturoa (Ralatea).....	578
Comité d'Entraide Coloniale Féminine. — Avis.....	579
Foyer Colonial de Marseille. — Avis.....	579
Prix Eugène Etienne.....	579
Service des Contributions. — Avis divers.....	580
Comité Colonial du Combattant — Avis.....	580
Foire de Hanoi. — Avis.....	580
Concours pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale. — Avis.....	580

Avis au sujet des personnes de nationalité étrangère ayant servi dans l'armée française pendant la guerre.....	580
Caisse Agricole. — Avis au sujet d'une émission de bons portant intérêts.....	580
Transfert des propriétés. — Demandes de vente.....	580

## PARTIE NON OFFICIELLE

## DIVERS

Annonces judiciaires.....	581
Annonces commerciales et avis divers.....	582

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 924 c., promulguant dans la Colonie le décret du 2  
août 1932 relatif à la répression des fraudes en ce qui concerne  
les rhums et tafias dans les colonies.

(Du 18 novembre 1932)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS  
DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le  
Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;  
Vu les circulaires ministérielles n°s 906 du 17 juillet 1920 et 510  
du 11 septembre 1931 ;

Vu la dépêche ministérielle n° 2095 du 17 septembre 1932,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français  
de l'Océanie pour y être exécuté selon sa forme et teneur le décret  
du 2 août 1932 relatif à la répression des fraudes en ce qui concer-  
ne les rhums et tafias dans les colonies. (J.O.R.F. du 5 août 1932  
page 8600).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et pu-  
blié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1932.

L. BOUCHET

**DÉCRET relatif à la répression des fraudes en ce qui concerne les rhums et tafias dans les colonies.**

(Du 2 août 1932).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Colonies,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles; ensemble le décret du 19 août 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi précitée, en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie;

Vu l'article 23 de la loi de finances du 27 décembre 1923 et l'article 44 de la loi de finances du 16 avril 1930;

Vu le décret du 23 avril 1913 relatif à l'application aux colonies de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes;

Vu les décrets du 29 septembre 1927, du 3 juillet 1929, du 5 juillet 1929, du 20 mars 1930 et du 21 avril 1932, portant règlement d'administration publique pour l'exécution dans les établissements français de l'Inde, à la Réunion, à la Guadeloupe, en Indochine et à la Guyane de la loi susvisée du 1<sup>er</sup> août 1905, en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Le conseil d'Etat entendu,

**DÉCRÈTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les colonies, la dénomination de « rhum » ou de « tafia » est réservée à l'alcool provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus à sucre, non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les « rhums » et « tafias » doivent leurs caractères spécifiques.

Les spiritueux visés au précédent paragraphe perdent tout droit à la dénomination indiquée ci-dessus, lorsque, par suite d'une rectification, consécutive à la distillation, ils ont perdu leurs caractères spécifiques. Ils ne peuvent alors être désignés que sous l'une des dénominations suivantes : « eau-de-vie », « esprit », « alcool »; ces deux dernières pouvant seules être suivies de l'indication de la nature des matières premières au moyen desquelles ils ont été préparés.

Art. 2. — Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de rhum ou de tafia, avec ou sans qualificatif, sous le nom de rhum ou de tafia de « fantaisie », ou sous une dénomination contenant les mots « rhum », « tafia », ou leurs dérivés, tout alcool ne présentant pas les caractères spécifiques définis par l'article précédent.

Art. 3. — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre, sous un nom quelconque, tous spiritueux mélangés, aromatisés, colorés ou non, même contenant un pourcentage de rhum ou tafia, présentant les caractères organoleptiques du rhum ou tafia, produit défini par l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, et dont il ne pourra être justifié qu'ils sont composés uniquement de rhums ou tafias d'origine, réduits ou non, sans addition d'aucun autre spiritueux.

L'emploi du rhum continue à être autorisé pour la préparation des compositions thérapeutiques, des élixirs et des liqueurs qui, en raison de leur présentation, de leur destination et de leur goût, ne peuvent être confondus avec le rhum ou tafia, même réduit avec de l'eau.

Art. 4. — Seront punis des peines portées à l'article 13 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905, ceux qui contreviendront aux dispositions

des articles 2 et 3 du présent décret, toutes autres dispositions de ladite loi restant applicables à ceux qui, sciemment, exposeront, mettront en vente ou vendront sous le nom de « rhum » ou de « tafia », des produits autres que ceux qui, aux termes du présent décret, ont seuls droits à cette dénomination.

Art. 5. — Seront punis des peines prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 ceux qui fabriqueront, mettront en vente ou vendront des produits destinés à donner à des spiritueux, les caractères organoleptiques ou les caractères chimiques d'un « rhum » ou d'un « tafia ».

Art. 6. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Art. 7. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et aux *Journaux officiels* des colonies et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 août 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ALBERT SARRAUT.

ARRÊTÉ n° 925 c., promulguant dans la Colonie : le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932, instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 18 novembre 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu les circulaires ministérielles n°s 906 du 17 juillet 1920 et 510 du 11 septembre 1931,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon sa forme et teneur : le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932, instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie (J.O. R.F. des 3 et 4 octobre 1932 page 10740);

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 novembre 1932.

L. BOUCHET.

DÉCRET instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 1<sup>er</sup> octobre 1932.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les décrets du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie, et créant un conseil général;

Vu le décret du 19 mai 1903, portant suppression du conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 juillet 1930, réorganisant le conseil d'administration des Etablissements français de l'Océanie;  
Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

## TITRE I<sup>er</sup>

### ORGANISATION DES DÉLÉGATIONS.

Article 1<sup>er</sup>. — Il est institué dans les Etablissements français de l'Océanie, des délégations économiques et financières.

Art. 2. — Les délégations économiques et financières sont composées comme suit :

#### A. — Membres de droit.

- Le maire de Papeete.
- Le président de la chambre de commerce.
- Le président de la chambre d'agriculture.
- L'administrateur des îles Sous-le-Vent.
- L'administrateur des Gambier.
- Un des administrateurs des Marquises.

#### B. — Membres élus.

- Un conseiller municipal de Papeete.
  - Un membre de la chambre de commerce.
  - Un membre de la chambre d'agriculture.
  - Un membre de la commission municipale d'Uturoa.
  - Un représentant des conseils de districts de Tahiti.
  - Un représentant des conseils de districts de Moorea.
  - Un représentant des conseils de districts des Tuamotu.
- Les membres élus seront désignés par les suffrages de leurs collègues. En ce qui concerne les représentants des conseils de districts de Tahiti, de Moorea et Tuamotu, chacun d'eux sera élu par l'ensemble des membres des conseils de districts de Tahiti, de Moorea ou Tuamotu. Le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie réglera, par arrêté, les modalités de l'élection de chacun de ces représentants, qui devront être choisis parmi les membres des conseils de districts.

Un fonctionnaire désigné par le gouverneur remplira les fonctions de secrétaire-archiviste des délégations.

Art. 3. — Ne peuvent faire partie des délégations économiques et financières ou cessent d'en faire partie s'ils sont en cours de mandat :

- 1<sup>o</sup> Les individus privés, par suite de condamnation, de leurs droits civils et politiques;
- 2<sup>o</sup> Les individus pourvus d'un conseil judiciaire;
- 3<sup>o</sup> Les individus dispensés de concourir aux charges communes ou secours par la colonie;
- 4<sup>o</sup> Les ministres des cultes.

Art. 4. — Les membres des délégations économiques et financières autres que les membres de droit sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles.

Le mandat des membres des délégations économiques et financières est gratuit sauf paiement des frais de voyage et d'indemnité de séjour pour les délégués n'habitant pas à Papeete. En ce qui concerne l'indemnité de route et de séjour, une décision du gouverneur fixera le taux de cette allocation, sauf en ce qui touche les membres fonctionnaires ou officiers, qui percevront les allocations réglementaires.

## TITRE II

### SESSION DES DÉLÉGATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

Art. 5. — Les délégations économiques et financières se réunissent une fois par an, au mois de juin, en session ordinaire, sur la convocation du gouverneur et à une date fixée par lui.

Les sessions sont ouvertes et closes par arrêté du gouverneur en conseil privé. La durée des sessions ordinaires ne peut excéder vingt jours, ni être inférieure à huit jours.

Le gouverneur peut également convoquer les délégations économiques et financières en session extraordinaire. L'arrêté de convocation, pris en conseil privé, fixe l'ordre du jour et la durée de la session.

L'ordre du jour et le projet de budget sont tenus à la disposition des membres des délégations économiques et financières huit jours au moins avant l'ouverture de la session.

Art. 6. — L'ouverture de chaque session est faite par le gouverneur ou, à défaut, par son délégué.

Art. 7. — A l'ouverture de chaque session ordinaire, les membres des délégations économiques et financières, sous la présidence du doyen d'âge assisté des deux plus jeunes membres de l'assemblée faisant fonctions de secrétaires, élisent au scrutin secret et à la majorité des voix, un président, un vice-président et deux secrétaires. Le bureau ainsi constitué reste en fonctions à l'occasion des sessions extraordinaires.

Art. 8. — Le gouverneur a entrée aux délégations économiques et financières et assiste, s'il le juge utile, à leurs travaux.

Le secrétaire général du gouvernement ou, à défaut, un autre fonctionnaire désigné par le gouverneur, assiste à toutes les séances en qualité de représentant de l'administration.

Les chefs d'administration et de service peuvent être autorisés par le gouverneur à assister le représentant de l'administration.

Art. 9. — Les séances des délégations économiques et financières sont publiques. Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du président, ou du gouverneur, les délégations économiques et financières, par assis et levés, sans débats, décident qu'elles se formeront en comité secret.

Art. 10. — Le président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre. En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République est immédiatement saisi.

Art. 11. — Les délégations économiques et financières ne pourront valablement émettre d'avis sur les questions inscrites à l'ordre du jour, ni de vœux sur les questions qui rentrent dans leurs attributions, sans la présence effective de la moitié plus un des membres.

Si le quorum n'est pas atteint au jour fixé par l'arrêté de convocation, la session est renvoyée de plein droit au surlendemain. Une convocation spéciale est adressée d'urgence à tous les délégués par le gouverneur. Les discussions sont alors valables quel que soit le nombre des membres présents.

La durée légale de la session court à partir du jour fixé pour la première réunion. Lorsque, en cours de session, les membres présents ne constituent pas le quorum défini au paragraphe ci-dessus, les discussions sont renvoyées au surlendemain au plus tard et sont valables quel que soit le nombre des votants. Les noms des absents sont inscrits au procès-verbal.

Art. 12. — Les délégations financières établissent leur règlement intérieur qui doit être approuvé par le gouverneur. Elles règlent l'ordre de leurs travaux. Elles établissent jour par jour un procès-verbal de leurs séances.

Art. 13. — Le procès-verbal de chaque séance est arrêté et signé par le président et l'un des secrétaires. Il contient les rapports annexes, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et le compte rendu de la séance avec l'analyse des opinions émises.

Une copie certifiée des avis et vœux pris en toute matière par les délégations économiques et financières est adressée au gou-

verneur par les soins du président. Cette transmission doit s'effectuer dans le plus bref délai possible.

Art. 14. — Tout acte et toute discussion relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans les attributions des délégations économiques et financières sont nuls et de nul effet.

La nullité est prononcée par arrêté du gouverneur en conseil privé.

Art. 15. — Est nulle toute réunion ou discussion des délégations économiques et financières, quel qu'en soit l'objet, intervenue hors du temps des sessions ou hors du lieu des séances.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, le gouverneur, par arrêté pris en conseil privé, peut alors déclarer la réunion illégale, prononcer la nullité des actes intervenus et prendre toutes les mesures nécessaires pour que les délégations économiques et financières se séparent immédiatement. Il transmet son arrêté au Procureur de la République pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par les lois en vigueur.

En cas de condamnation de l'espèce, les membres condamnés peuvent être déclarés, par arrêté du gouverneur, exclus des délégations et ne peuvent en faire partie de nouveau pendant les cinq années qui suivent ladite condamnation.

Art. 16. — Toute discussion, tout vœu, tout acte des délégations économiques et financières ayant une portée politique ou contenant un blâme à l'adresse du Gouvernement ou de ses agents nommément désignés, ainsi qu'à l'adresse des membres du Parlement sont interdits, nuls et sans effet. La nullité est prononcée comme il est dit à l'article précédent.

### TITRE III

#### ATTRIBUTION DES DÉLÉGATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES.

Art. 17. — Le budget local, les budgets annexes et, le cas échéant, les budgets à établir sur les fonds d'emprunt sont délibérés par les délégations économiques et financières et arrêtés par le gouverneur en conseil privé. Ces budgets devront être soumis à l'approbation par décret pris sur la proposition du ministre des colonies, dans les conditions prévues aux articles 69 et 70 du décret du 30 décembre 1912.

Les dépenses inscrites au budget local sont obligatoires ou facultatives.

Les dépenses obligatoires se rapportent exclusivement :

- 1° Aux dettes exigibles ;
- 2° Au traitement du personnel des secrétariats généraux, des fonctionnaires nommés par décret ou appartenant à un cadre constitué par décret, ainsi que des fonctionnaires nommés par un arrêté du gouverneur en conseil privé, approuvé par le ministre des colonies ;
- 3° Aux frais de gendarmerie et de police, à ceux de la justice, de l'instruction publique, ainsi qu'aux frais de fonctionnement des services organisés par décret ou par des arrêtés du gouverneur, approuvés par le ministre des colonies ;
- 4° Aux dépenses résultant de l'application de plans de campagne des travaux publics et à celles provenant des engagements d'une durée de plus de 5 années et comportant le paiement d'annuités d'un montant supérieur à 250.000 fr. sur lesquels les délégations économiques et financières sont obligatoirement consultées, conformément à l'article 19 du présent décret ;
- 5° Aux frais de représentation du gouverneur, au loyer et à l'entretien de son hôtel, aux frais de son secrétariat et à toutes autres dépenses imposées par des dispositions législatives ou par décrets.

Si les dépenses obligatoires ont été omises ou si le gouverneur en conseil privé estime que les allocations portées pour une ou plusieurs de ces dépenses sont insuffisantes, le gouverneur peut y pourvoir provisoirement, soit à l'aide des fonds de dépenses diverses et imprévues, soit au moyen d'une réduction des dépenses facultatives, soit d'une imputation sur les fonds libres. Il en réfère d'urgence au ministre des colonies et, le cas échéant, le crédit nécessaire est inscrit d'office au budget par un décret rendu sur la proposition du ministre des colonies et inséré au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la colonie. Il est pourvu au paiement des dépenses inscrites d'office comme il est dit ci-dessus et, à défaut, au moyen d'une majoration de taxes, fixée par le décret d'inscription d'office.

L'initiative de toutes les dépenses, même facultatives et des propositions de recettes appartient exclusivement au gouverneur.

Art. 18. — Les délégations économiques et financières délibèrent sur le mode d'assiette, les tarifs et les règles de perception et de répartition des taxes, contributions et redevances de toute nature à percevoir au profit de la colonie, à l'exception des droits de douane et d'octroi de mer.

Ces délibérations ne sont exécutoires qu'après approbation par décret rendu sur la proposition du ministre des colonies. Elles deviennent exécutoires de plein droit si, dans le délai de six mois à partir de la date à laquelle les dossiers les concernant ont été reçus au ministère, leur annulation, par décret, n'est pas intervenue.

Toutefois, si le ministre estime qu'il y a lieu de procéder à un complément d'information, ou que la délibération qui lui est soumise ne peut être approuvée qu'après certaines modifications, il indique au gouverneur des établissements français de l'Océanie, les pièces et renseignements à produire ou les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter au texte qui lui est soumis.

Dès qu'il est saisi de la communication faite par le ministre, le gouverneur la notifie d'urgence au président des délégations économiques et financières, ainsi qu'au président de la commission permanente. Cette double notification interrompt le délai de six mois ci-dessus spécifié.

En cas de refus d'approbation par le ministre des délibérations sur les matières visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les délégations économiques et financières sont appelées à en délibérer de nouveau. Jusqu'à l'approbation par le ministre, la perception se fait sur les bases anciennes.

Art. 19. — Les délégations économiques et financières sont obligatoirement consultées :

- 1° Sur les projets d'emprunt à contracter par la colonie et les emprunts communaux comportant la garantie de la colonie ;
- 2° Sur les plans de campagne des travaux publics prévus tant sur le budget ordinaire que sur les budgets annexes et les fonds d'emprunt ;
- 3° Sur les engagements d'une durée de plus de cinq années et comportant le paiement d'annuités d'un montant supérieur à 250.000 fr. ;
- 4° Sur les comptes définitifs.

Les délégations économiques et financières peuvent, en outre, être consultées sur toutes questions économiques sur lesquelles le gouverneur désire spécialement connaître leur avis.

Elles peuvent émettre des vœux et formuler des desiderata sur les questions d'ordre économique et financier non visées ci-dessus.

Art. 20. — Il est institué dans l'intervalle des sessions ordinaires une commission permanente, composée de cinq membres résidant à Papeete ou dans les environs immédiats, désignés par

les délégations économiques et financières elles-mêmes, avant la clôture de la session ordinaire.

Elle possède les mêmes attributions que les délégations économiques et financières, sauf en ce qui concerne les budgets et les emprunts.

Art. 21. — Les procès-verbaux des séances des délégations économiques et financières, ainsi que des séances de la commission permanente, sont adressés au ministre des colonies, par l'intermédiaire du gouverneur.

Art. 22. — Il sera pourvu par arrêté du gouverneur, aux détails d'exécution et de fonctionnement du présent décret.

Art. 23. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin officiel* du Ministère des colonies et au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie.

Fait à Rambouillet, le 1<sup>er</sup> octobre 1932.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,

ALBERT SARRAUT.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 906 I. C., relatif à l'incorporation de la 3<sup>me</sup> fraction de la classe 1931.

(Du 16 novembre 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 31 mars 1928, sur le recrutement de l'armée ;

Vu le décret du 13 mai 1928, sur l'application de l'article 2 de la loi du 31 mars 1928 ;

Vu la dépêche ministérielle « COLONIES », n° 447 1/1 du 13 avril 1928, fixant les dates d'incorporation des contingents ;

Vu l'arrêté local du 17 janvier 1931, n° 24, I. C., relatif au recensement et à la révision de la classe 1931 (liste A) et l'arrêté local n° 85, I. C., du 27 janvier 1932, relatif au recensement et à la révision de la classe 1931 (liste B) ;

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'incorporation de la 3<sup>me</sup> fraction de la classe de 1931, aura lieu le 15 décembre 1932, sur ordre d'appel individuel adressé à chacun des intéressés.

Art. 2. — Le Capitaine commandant le Détachement d'Infanterie coloniale et le bureau-annexe de recrutement de Tahiti est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 16 novembre 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 907 I. C., relatif au renvoi dans leurs foyers des militaires de la 1<sup>re</sup> fraction de la classe 1931.

(Du 16 novembre 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 31 mars 1923, sur le recrutement de l'armée ;

Vu l'arrêté local du 26 novembre 1927, relatif à la durée de la présence effective sous les drapeaux des militaires du recrutement local ;

Vu la dépêche ministérielle « COLONIES », n° 447. 1/1 du 13 avril 1928,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les militaires de la 1<sup>re</sup> fraction de la classe de 1931, actuellement sous les drapeaux, seront envoyés en permission complémentaire le 15 décembre 1932, en attendant leur passage dans la disponibilité.

Art. 2. — Le Capitaine commandant le Détachement d'Infanterie coloniale et le bureau-annexe de recrutement de Tahiti est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la Colonie.

Papeete, le 16 novembre 1932.

L. BOUCHET.

DÉCISION n° 908 P.T.T., fixant l'ouverture d'une session d'examen pour l'obtention du certificat d'aptitude d'opérateur radiotélégraphiste de 2<sup>e</sup> classe B.

(Du 17 novembre 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 1929, concernant la délivrance du certificat spécial d'opérateur radiotélégraphiste par les Gouverneurs généraux et Chefs des colonies françaises ;

Vu le rapport n° 748, du 26 octobre 1932, du Président de la Chambre de Commerce et après entente avec le Chef du Service des P.T.T.,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une session d'examen pour l'obtention du certificat d'opérateur radiotélégraphiste de 2<sup>e</sup> classe B, aura lieu les 20, 21, 22 et 23 décembre 1932, respectivement pour chacune des épreuves A B C D prévues à l'arrêté du 25 juin 1928.

Les séances d'examen commenceront à 8 heures précises.

Les épreuves A, B et D auront lieu à Papeete, les épreuves pratiques C à la Station de Mahina où les candidats devront se rendre par leurs propres moyens.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 5 décembre 1932.

Art. 2. — La commission d'examen est composée comme suit :

MM. Marquelet, Chef du Service des P. T. T., *Président* ;

Copie, Chef du Réseau local de T.S.F., *Membre* ;

Bouby, Commis Principal Radiotélégraphiste, *id.*

Art. 3. — Le Chef du Service des P.T.T., est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 novembre 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 928 s., modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 245 s.g., du 11 mars 1932, sur le fonctionnement du Service de Santé dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 21 novembre 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 août 1912, sur le fonctionnement des Hôpitaux aux colonies ;

Vu la lettre n° 655 t., en date du 27 juillet 1932 du Commandant Supérieur des Troupes du Groupe du Pacifique, demandant une réduction de tarif des frais de traitement en faveur des services militaires (Infanterie coloniale et Anciens militaires mutilés et Pensionnés provenant des T. O. E.) ;

Sur la proposition du Chef du Service de Santé ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 18 novembre 1932,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 36 de l'arrêté n° 245 s.g., du 11 mars 1932, est complété par les dispositions suivantes :

« Pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1932, les médicaments simples seront cédés aux Services militaires au prix d'achat sans majoration ; de plus ces services bénéficieront de la gratuité absolue pour les menues interventions et pansements à leurs malades.

« Pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1932, les substances de prix élevé, entrant dans les préparations composées, seront décomptées, à part et leur valeur sera ajoutée à celle de la préparation calculée au prix moyen du tarif simplifié (tableau B). »

Art. 2. — Le Chef du Service de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 931 s. g., portant organisation d'une commission consultative des Intérêts Economiques dans l'Archipel des Tuamotu.

(Du 21 novembre 1932.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier de la Colonie ;

Vu le rapport du Rédacteur principal du Ministère des colonies en mission ;

Sur la proposition de l'Administrateur des Tuamotu ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 18 novembre 1932,

#### ARRÊTE :

##### TITRE I. — Institution.

Article 1<sup>er</sup>. — Il est créé dans l'Archipel des Tuamotu une commission consultative des intérêts économiques.

Art. 2. — Cette commission est auprès de l'Administration l'organe des intérêts agricoles, commerciaux et industriels de la circonscription.

##### TITRE II. — Ressort - Siège.

Art. 3. — Cette commission a son siège à Apataki chef-lieu de l'Archipel des Tuamotu.

##### TITRE III. — Composition.

Art. 4. — Son ressort est celui de cette circonscription.

Art. 5. — Elle est composée de douze conseillers titulaires et de leurs suppléants élus au suffrage à deux degrés.

Art. 6. — Le mandat des conseillers et de leurs suppléants est de quatre années.

##### TITRE IV. — Electorat, éligibilité.

Art. 7. — Sont électeurs tous les citoyens français inscrits sur les listes électorales des Tuamotu, établies en vue des élections aux conseils de districts.

Sont éligibles à tous les degrés, les citoyens français ayant leur résidence légale dans l'archipel et remplissant les conditions requises pour être conseillers de districts.

##### TITRE V. — Du vote, de l'élection.

Art. 8. — Dans l'année qui précède l'expiration du mandat des conseillers à la commission des Intérêts Economiques des Tuamotu, il est procédé à la diligence de l'Administrateur de l'archipel aux opérations du vote et de l'élection.

Art. 9. — Le vote est à deux degrés.

Le premier degré est constitué par l'élection dans les districts des délégués primaires chargés de désigner au chef-lieu des subdivisions, les conseillers à la commission des Intérêts Economiques.

Art. 10. — L'Archipel des Tuamotu est divisé en six subdivisions qui élisent chacune deux conseillers titulaires et deux suppléants.

Art. 11. — Le nombre des délégués désignés dans chaque subdivision pour procéder à l'élection des conseillers est fixé à dix.

Art. 12. — Les districts élisent le nombre de délégués qui leur est attribué par le tableau ci-dessous.

Ce nombre est, autant que possible, proportionnel au chiffre de la population.

Il est fixé par la Commission dans l'année qui précède l'expiration du mandat des conseillers.

Art. 13. — Ces subdivisions électorales sont ainsi déterminées ainsi que le nombre de délégués attribués à chaque district :

##### 1<sup>re</sup> subdivision - Chef-lieu Tiputa (Rangiroa)

Rangiroa	6 délégués
Tikehau	4 »

##### 2<sup>me</sup> subdivision - Chef-lieu Apataki

Apataki	2 délégués
Arutua	2 »
Kaukura	2 »
Manihi	2 »
Niau	2 »

##### 3<sup>me</sup> subdivision - Chef-lieu Fakarava

Fakarava	2 délégués
Kauehi	2 »
Faite	1 »
Takaroa	3 »
Takapoto	2 »

##### 4<sup>me</sup> subdivision - Chef-lieu Makemo

Makemo	3 délégués
Katiu	2 »
Taenga	1 »
Anaa Hereheretue	4 »



5<sup>me</sup> subdivision - Chef-lieu Raroia

Raroia	2 délégués
Fangatau	2 »
Napuka	2 »
Fakahina	2 »
Puka-Puka	2 »

6<sup>me</sup> subdivision - Chef-lieu Hao

Hao	3 délégués
Amanu	3 »
Marokau	2 »
Hikuera	2 »

Art. 14. — La procédure d'élection des délégués subdivisionnaires dans leur district est la même que celle des conseils de district.

Art. 15. — Pour le fonctionnement du collège électoral secondaire il est procédé comme suit :

a) Les délégués des districts se réunissent à la diligence de l'Administrateur de l'Archipel et à la date indiquée par lui au chef-lieu de la subdivision.

b) Le bureau de vote est ainsi constitué :

Président : Le Président du Conseil de district du chef-lieu de la subdivision même s'il n'est pas délégué subdivisionnaire. Dans ce dernier cas, il ne participe pas au scrutin.

Membres : Le plus âgé et le plus jeune des délégués présents.

Les conseillers sont élus par les délégués, parmi ceux d'entre eux qui font acte de candidature individuelle par une lettre qu'ils remettent au président deux heures au moins avant l'ouverture du scrutin.

c) Le Président du bureau, après avoir proclamé les candidatures, fait procéder à l'élection au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

d) Les délégués inscrivent sur leur bulletin de vote le nom de quatre candidats.

e) Sont élus conseillers titulaires les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages et conseillers suppléants les deux candidats venant immédiatement après dans l'ordre du scrutin.

f) En cas de ballottage, il est procédé immédiatement à autant de scrutins qu'il sera nécessaire pour dégager une majorité absolue.

g) Le procès-verbal de cette élection est dressé en trois exemplaires dont l'un est adressé au Chef de la Colonie, un autre à l'Administrateur Chef de la Circonscription et le troisième conservé aux archives du chef-lieu de la subdivision.

h) Ce procès-verbal est obligatoirement revêtu de la signature des membres du bureau et de celle des conseillers élus, ce qui constitue pour ces derniers l'acceptation de leur mandat.

i) La proclamation des candidats élus est faite par décision du Chef de la Colonie.

## TITRE VI. — Déchéance, démission.

Art. 16. — Sera déchu de la qualité de conseiller à la commission consultative :

Tout citoyen français qui, pendant la durée de son mandat aura été frappé d'une condamnation comportant perte totale ou partielle de ses droits civils et politiques.

La déchéance sera prononcée par décision du Gouverneur.

Art. 17. — Seront déclarés démissionnaires par l'Administrateur, et après avis résultant d'une délibération de la Commission :

1<sup>o</sup> Les membres qui se seront abstenus de se rendre à deux convocations, sans motif reconnu légitime par la Commission.

2<sup>o</sup> Ceux qui auront déclaré, par lettre adressée à l'Administrateur des Tuamotu, vouloir se démettre de leur mandat.

Tant que la formalité de la déclaration n'aura pas été accomplie

dans les formes ci-dessus, aucune vacance ne sera réputée ouverte ni aucune démission considérée comme définitive.

Art. 18. — Il sera pourvu, à la diligence de l'Administrateur, au remplacement des membres décédés, déchus ou démissionnaires titulaires ou suppléants, par un nouveau vote des délégués primaires de la subdivision et dans les conditions prévues à l'article 15 ci-dessus.

Art. 19. — Le mandat de ces remplaçants expire avec celui de la Commission en exercice.

Art. 20. — Il ne sera cependant pourvu à aucun remplacement partiel dans l'année qui précède le renouvellement général.

## TITRE VII. — Fonctionnement de la commission. — Bureau.

Art. 21. — La Commission est présidée par l'Administrateur qui a voix prépondérante en cas de partage.

Art. 22. — Il est assisté d'un vice-président qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement et de deux membres assesseurs qui composent le bureau avec lui et qui sont élus par la commission au scrutin secret à la majorité des suffrages.

Le bureau a pour attributions spéciales la préparation des ordres du jour et la fixation des dates des réunions.

Art. 23. — Un fonctionnaire désigné par l'Administrateur remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 24. — La Commission se réunit au moins une fois par an sur convocation de l'Administrateur Chef de la Circonscription.

Art. 25. — Les convocations seront faites, par ses soins, au moins deux mois à l'avance de la date fixée pour la réunion.

Art. 26. — L'Administrateur peut, cependant, en dehors de sessions ordinaires, réunir, s'il y a lieu, la Commission après autorisation du Gouverneur.

Art. 27. — La commission ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres plus un, assistent à la séance.

Un membre titulaire empêché peut, en justifiant des raisons de son empêchement, se faire remplacer par un membre suppléant.

Art. 28. — Les séances de la commission consultative ont lieu dans le bureau de l'Administrateur ou dans tout autre local de l'Administration qu'il aura désigné à cet effet.

Art. 29. — Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Art. 30. — Cependant, toute personne désignée par l'Administrateur ou toute autre désignée par la commission avec l'agrément du Chef de circonscription, peut être invitée à assister à la réunion dans le but d'éclairer les membres sur une question précise inscrite à l'ordre du jour de la séance.

Art. 31. — Tous les fonctionnaires en service dans l'archipel peuvent être entendus dans les mêmes conditions, mais uniquement sur des matières entrant dans leurs attributions.

Art. 32. — Il est tenu un registre des procès-verbaux et réunions. Ce registre doit être coté et paraphé par l'Administrateur et un des membres du bureau.

Art. 33. — Copie des procès-verbaux des réunions établies à la diligence de l'Administrateur est transmise en double exemplaire au Gouverneur.

## TITRE VIII. — Attributions.

Art. 34. — La commission consultative des intérêts économiques des Tuamotu a pour mandat :

a) de représenter officiellement, auprès des autorités locales, les intérêts agricoles, commerciaux et industriels de son ressort.

b) de participer aux enquêtes économiques et de fournir, à ce titre, les renseignements et indications qui lui sont demandés par l'Administration.

c) d'établir les statistiques agricoles, commerciales et indus-

trielles de son ressort, d'étudier les conditions de placement et d'exploitation des produits de l'archipel, les améliorations à apporter dans les relations entre producteurs et consommateurs de préparer la participation de la circonscription aux concours agricoles et aux expositions locales ou métropolitaines.

d) de désigner les personnes membres ou non de la commission qui pourront être appelées à siéger au sein des différents conseils ou assemblées de la Colonie.

e) de donner son avis sur toutes les questions intéressant la pêche et la plonge à nu ou au scaphandre.

f) de faire des propositions en ce qui concerne l'affectation de certaines contributions spéciales et notamment de celles qui seront éventuellement réclamées aux entreprises industrielles qui exploiteront les lagons.

Art. 35. — L'avis de la commission consultative est obligatoirement demandé, sauf le cas d'urgence expressément spécifié sur :

a) l'établissement des mercuriales des denrées alimentaires et tous autres produits pour la circonscription.

b) l'établissement des plans de campagne des Travaux publics et des travaux neufs de prestations concernant l'archipel.

c) les règlements relatifs aux usages commerciaux locaux.

d) en général tous les marchés intéressant la circonscription.

e) les questions de crédits agricoles et fonciers concernant l'archipel.

La commission consultative peut de même être appelée à donner son avis sur toutes les questions d'ordre économique (conseil d'arbitrage, main-d'œuvre) qui leur est soumise par le Chef de circonscription et le Gouverneur notamment sur celles rentrant dans les attributions de la Chambre de Commerce et de la Chambre d'Agriculture des Établissements français de l'Océanie.

Elle peut enfin prendre l'initiative de présenter des vœux sur les moyens susceptibles de développer le commerce, l'industrie ou l'agriculture de l'archipel des Tuamotu.

Art. 36. — La commission consultative ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

#### TITRE IX. — Indemnités déplacements voyages.

Art. 37. — Les fonctions de membre de la commission consultative des Tuamotu sont gratuites. Toutefois, étant donné l'éloignement des localités où peut se trouver la résidence habituelle des membres, une indemnité pour frais de déplacement leur sera accordée dans les conditions prévues par les règlements en vigueur en faveur des fonctionnaires.

Les moyens de transport leur seront assurés dans les mêmes conditions.

Art. 38. — Les délégués subdivisionnaires sont assimilés, en ce qui concerne ces indemnités, aux fonctionnaires, de la 6<sup>me</sup> catégorie.

Les conseillers à ceux de la 3<sup>me</sup> catégorie.

Les conseillers convoqués à Papeete par le Gouverneur recevront une indemnité de frais de déplacement qui sera déterminée par décision spéciale.

Art. 39. — La durée du déplacement ne pourra, pour les délégués primaires, excéder dix jours.

Dans le cas où la durée du séjour dépasserait ce délai, le surplus ne donnera lieu à aucune indemnité.

Art. 40. — De toute façon, les délégués et les conseillers devront rejoindre leur district de résidence par la première occasion, dès que leur mission sera terminée.

Leur droit au frais de déplacement cessera à compter de l'heure et du jour où cette occasion s'est présentée.

#### TITRE X. — Police des élections.

Art. 41. — En aucun cas, et à chacun des degrés du vote, ces élections ne pourront donner lieu à propagande électorale par voie d'affiche, de circulaire ou de réunion publique.

Art. 42. — Tout manquement à l'article 41 entraînera le cas échéant l'annulation de l'élection de celui qui en sera le bénéficiaire et exposera ses auteurs aux peines de simple police prévues par les articles 475, 476 et 478 du Code pénal.

#### TITRE XI. — Dispositions transitoires.

Art. 43. — Le mandat des conseillers élus en 1933 expirera le 31 décembre 1937.

Art. 44. — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 1932, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1932.

L. BOUCHET.

ARRÊTÉ n° 932 s.g., déterminant les conditions d'application dans la Colonie de l'article 17 du décret du 31 mai 1931 sur la prime au café.

(Du 21 novembre 1932).

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les articles 17 et 21 du décret du 31 mai 1931 réglementant les conditions d'application de la loi du 31 mars 1931 ayant établi une taxe spéciale sur certains produits français et étrangers ;

Vu les avis formulés par la Chambre de Commerce (séance du 29 septembre 1932) et la Chambre d'Agriculture (séance du 24 septembre 1932) ;

Le Conseil d'Administration entendu dans sa séance du 18 novembre 1932,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est attribué à tous les cafés exportés en France une prime qui sera déterminée trimestriellement par la différence entre le prix de revient du produit intéressé et son cours moyen trimestriel de vente.

La dépense sera imputée au compte de Trésorerie intitulée "Prime à l'exportation du café, loi du 31 mars 1931".

Art. 2. — Le prix de revient du café Tahiti C.A.F. Le Havre sera fixé par arrêté du Gouverneur, soumis à l'approbation du Ministre des Colonies et, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1933, après avis d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le Chef du Service des Douanes, *Président* ;

Un Membre désigné chaque année par la Chambre de Commerce ;

Un Membre désigné chaque année par la Chambre d'Agriculture ;

Un agriculteur choisi chaque année par le Gouverneur en dehors de ces organismes.

Le Vétérinaire du Service Local, chargé de l'étude des questions agricoles, secrétaire avec voix délibérative.

Art. 3. — Le prix de revient du café et le cours moyen trimestriel du Havre seront insérés au *Journal officiel* de la Colonie et communiqués par la voie la plus rapide aux Chefs de districts des centres de production de café afin de leur permettre de renseigner les producteurs.

Art. 4. — La prime à l'exportation du café sera allouée aux exportateurs.



Le mandatement de la somme due aux exportateurs sera fait d'après l'état des exportations qui sera établi par le Service des Douanes et comportera les indications suivantes :

Nom et prénoms des exportateurs.

Domicile.

Tonnage net exporté suivant certificat du peseur juré local et connaissance constatant l'exportation de la marchandise.

Art. 5. — Les fonds disponibles après le paiement de ces primes entreront en compte pour les opérations de l'exercice suivant.

Art. 6. — Le Bureau des Finances sera spécialement chargé du mandatement de la prime à l'exportation du café sur état de répartition dressé par le Service des Douanes.

Art. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 novembre 1931.

L. BOUCHET.

## EXTRAITS

### Actes du Gouvernement local.

Par arrêté du Gouverneur, n° 902 c., en date du 15 novembre 1932, M. Severac, Juge au Tribunal Supérieur d'Appel de Papeete est désigné pour faire partie de la Commission chargée du recensement général des votes pour l'élection du Délégué au Conseil Supérieur des colonies, en remplacement de M. Baranger, Président du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance, parti en mission judiciaire.

Par décision du Gouverneur, n° 903 c., en date du 15 novembre 1932, M. Jurd, Contrôleur principal de 3<sup>e</sup> classe du Cadre local des Postes et Télégraphes est mis à la disposition de M. le Préposé du Trésor d'Uturoa en remplacement de M. Mollon, Commis principal de 3<sup>e</sup> classe du Cadre local des Postes et Télégraphes affecté à la Station de radiotélégraphie de Mahina.

Par décision du Gouverneur, n° 904 c., en date du 15 novembre 1932, M. Simon, Jean, remplira les fonctions d'interprète auprès des Tribunaux de Papeete pendant l'absence de l'interprète titulaire M. Stein, pour compter du 14 novembre 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 905 s.g., en date du 16 novembre 1932, une subvention de *six mille francs* (6.000 frs.) est allouée au Comité Colonial des Pupilles de la Nation des Etablissements français de l'Océanie pour l'année 1932.

La dépense est imputable au chapitre 14 des dépenses du Budget local de l'exercice 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 909 c., en date du 17 novembre 1932, une quatrième prolongation de congé de convalescence de six mois pour compter du 6 novembre 1932, à solde entière de présence à passer dans la Colonie est accordée à M. Turuura a Mooroa, infirmier de 5<sup>e</sup> classe du Cadre local, en service à l'Hôpital de Papeete.

A l'expiration de cette quatrième prolongation de congé de convalescence, M. Turuura a Mooroa devra se présenter à nouveau devant le Conseil de Santé sur convocation directe du Chef du Service de Santé en vue de déterminer son aptitude à reprendre son service.

Par arrêté du Gouverneur, n° 910 c., en date du 17 novembre 1932, MM. Iotefa a Teiti et Tehuiarii a Ruahe sont nommés assesseurs titulaires du Tribunal d'annulation prévu par le décret du 14 décembre 1929.

Par décision du Gouverneur, n° 911 c., en date du 17 novembre 1932, par voie de régularisation, M. Aromaiterai a Tamahahe, a cessé ses fonctions de Chef d'arrondissement et d'officier de l'Etat civil d'Uturoa le 1<sup>er</sup> juin 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 912 c., en date du 17 novembre 1932, M. Vehia a Teiho, nommé agent de police de 2<sup>e</sup> classe et courrier-piéton du district de Hauino (île Tahaa) à partir du 5 août 1930, est révoqué de ses fonctions pour compter du 30 septembre 1932, pour négligence dans l'exercice de ses fonctions.

Il percevra pour la période pendant laquelle il a rempli ces fonctions l'indemnité annuelle de *Six cent soixante francs* (660 frs.).

Par décision du Gouverneur, n° 913 c., en date du 17 novembre 1932, M. Poureya a Patere, est nommé Agent de police de 3<sup>me</sup> classe et courrier-piéton pour le district de Tevaitoa (Raiaatea) à compter du 1<sup>er</sup> août 1931.

Par décision du Gouverneur, n° 914 c., en date du 17 novembre 1932, M. Taautu a Ponia, est nommé Chef de district de 3<sup>e</sup> classe à Vaiaau (Raiaatea) en remplacement de M. Teriitetoofa a Mohi, révoqué.

Par décision du Gouverneur, n° 915 c., en date du 17 novembre 1932, M. Tani a Marahiti, est nommé agent de police de 3<sup>me</sup> classe du district de Niua (île Tahaa) pour compter du 22 novembre 1930.

Par décision du Gouverneur, n° 916 c., en date du 17 novembre 1932, par voie de régularisation, M. Teaeu a Puaita qui a effectivement rempli les fonctions d'agent de police de Tevaitoa (Raiaatea) du 11 août 1930 au 31 juillet 1931 est nommé rétroactivement agent de police de ce district.

Par arrêté du Gouverneur, n° 917 j., en date du 17 novembre 1932, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à M. Teehu a Teehu, né à Avera (Raiaatea), le 7 avril 1897, fille de Teehu a Teehu et de Miriha Faaviri, à l'effet de contracter mariage avec la dame Tevahineparoo i tiaitau a Tuua.

Par décision du Gouverneur, n° 918 c., en date du 15 novembre 1932, M. Brunet (Jean), sous-chef de Bureau des Secrétariats généraux, est désigné comme membre *ad hoc* pour la séance du Conseil d'Administration du 18 novembre 1932, en remplacement du Secrétaire Général.

Par décision du Gouverneur, n° 919 c., en date du 17 novembre 1932, M. Tuarae a Maeta, est nommé agent de police de 2<sup>me</sup> classe et courrier-piéton à Hauino (Tahaa) en remplacement de M. Vehia a Teiho révoqué.

Par décision du Gouverneur, n° 920 i. p., en date du 18 novembre 1932, une bourse renouvelable d'internat à l'Ecole Centrale, valable pour l'année scolaire en cours est accordée à la jeune Roita Tumarae dont la famille réside à Tubuai.

Par décision du Gouverneur n° 921 i. p., en date du 18 novembre 1932, le prix de la pension à l'Ecole Centrale est fixé comme suit :

135 fr. par mois pour les internes boursiers de la Colonie et les Pupilles de la Nation ;  
 75 fr. par mois pour les demi-boursiers de la Colonie ;  
 150 fr. par mois pour les internes payants ;  
 60 fr. par mois pour les demi-pensionnaires payants.

Par décision du Gouverneur, n° 922 t. p., en date du 18 novembre 1932, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1932 :

M. Alfonsi, Conducteur principal du Cadre local des Travaux Publics, est nommé à Papeete.

Il sera chargé de l'étude de projets, éventuellement de la direction de travaux. Il tiendra le contrôle et la Comptabilité des Archipels.

M. Frogier, Marcel, Commis principal du Cadre local des Travaux Publics, est chargé de travaux d'entretien à Papeete et dans les districts.

M. Thirel, Marcel, Agent auxiliaire des Travaux Publics, est chargé de la comptabilité centrale ; du contrôle des autos et éventuellement chargé d'étude ou de la direction de chantiers.

M. Dumas, Edouard, est affecté à Papeete.

M. Fabre, Emile, est désigné comme Agent des Travaux Publics à Moorea.

M. Poroi, est chargé de la surveillance des districts de Hitiaa et Tiarei-Mahaena.

Par décision du Gouverneur, n° 927 c., en date du 21 novembre 1932, M. Maston (Marie-François André), télégraphiste de 1<sup>re</sup> classe du cadre local est, placé sur sa demande dans la position de disponibilité sans solde, pour une durée de dix-huit mois, pour raison de santé, à compter du 23 novembre 1932.

Par arrêté du Gouverneur, n° 929 s. g., en date du 21 novembre 1932, l'accès et le séjour des îles Gambier et Tuamotu rattachées sont interdits à MM. Sassil et Speth.

Par arrêté du Gouverneur, n° 930 s. g., en date du 21 novembre 1932, l'accès et le séjour des îles Marquises est interdit à M. René Drioult Gérard.

Par décision du Gouverneur, n° 935 c., en date du 23 novembre 1932, M. Croizette, concierge jardinier de l'Hôtel de Mamao, est licencié de ses fonctions, pour négligences graves dans son service pour compter de ce jour.

Par arrêté du Gouverneur, n° 936 c., en date du 25 novembre 1932, M. de Monti Rossi, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire est investi des fonctions de Président du Conseil du Contentieux administratif des Établissements français de l'Océanie pendant le reste de l'année 1932 en remplacement de M. Severac juge au Tribunal Supérieur d'Appel de Papeete.

Par décision du Gouverneur, n° 937 c., en date du 25 novembre 1932, M. Frolon, Gendarme à pied, est chargé pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1932 des fonctions d'Officier du Ministère Public près la Justice de Paix des Îles Sous-le-Vent en remplacement de M. Signoret Commis principal de 4<sup>e</sup> classe du Trésor.

Par décision du Gouverneur, n° 940 s. g., en date du 26 novembre 1932, les immigrants annamites Nguyen Tat Thong n° 1190 et Do Van Uyen n° 1193, engagés au Service d'Hygiène, seront rapatriés d'office, par mesure disciplinaire, avec le prochain contingent devant s'embarquer sur "*Espérance*" en décembre 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 942 s. g., en date du 28 novembre 1932, M. Terootae Tafai Amaru, Agent de Police de 1<sup>re</sup> classe du cadre local est rétrogradé à la 2<sup>e</sup> classe de son emploi, pour négligences dans son service.

#### (Archipels).

Par décision du Gouverneur, n° 36 c., en date du 5 novembre 1932, M. Tenu a Taimana, Chef de 1<sup>re</sup> classe de Tevaitoa et M. Temarii a Tahimanarii, Juge de 1<sup>re</sup> classe de Tevaitoa sont désignés par l'Administrateur des Îles-Sous-le-Vent pour juger, le Jeudi 10 novembre 1932, une affaire de contestation de limite des terres Paetaha et Poe, sises à Tevaitoa.

Par décision du Gouverneur, n° 37 c., en date du 18 novembre 1932, par goëlette "*Potii Raiatea*", M. William Tondon, Administrateur-Juge des Gambier, s'embarquera le 3 octobre 1932, à l'effet d'accomplir dans les Îles Tuamotu administrativement rattachées aux Gambier sa tournée administrative et judiciaire et de recueillir les résultats de l'élection du Délégué au Conseil Supérieur des Colonies, en vue de les faire parvenir au Chef-lieu dans les délais fixés.

M. Rii a Teina continuera à assurer la garde et l'entretien de la résidence à Rikitea.

Pendant l'absence de l'Administrateur-Juge, le Chef du district de Rikitea est chargé du service de la Poste et de l'expédition des navires. Il sera assisté dans ces diverses fonctions par MM. Golombel Tetuahitaa, Agent auxiliaire et Mamatui Jean, Interprète de langue mangarevienne et Ministère Public aux Gambier.

Par décision du Gouverneur, n° 38 c., en date du 18 novembre 1932, la démission du nommé Carlson Jean, agent de police à Rikitea, chargé de diverses fonctions et gardien de prison aux Gambier, est acceptée à compter de ce jour.

Il sera pourvu au remplacement numérique de cet agent, et ce, pour les diverses fonctions qu'il remplissait, dans le plus bref délai possible.

Pendant ce laps de temps, Rii a Teina continuera à assurer, ainsi que prévu à la décision n° 6 du 12 septembre 1932, le service des diverses fonctions précédemment remplies par l'agent démissionnaire Carlson Jean, sans autre indemnité supplémentaire que celle allouée comme gardien de prison aux Gambier, prévue au chapitre 4, article 9, paragraphe 2, sur la base de 600 fr. l'an.

Par décision du Gouverneur, n° 39 c., en date du 18 novembre 1932, M. Teruarii Vahapata, dit Tihoni, est nommé à compter de ce jour, Agent de police à Rikitea et chargé de fonctions diverses. En cette qualité, sa solde est fixée à *Trois mille francs l'an* (3.000 frs), solde qui avait été allouée à son prédécesseur Carlson Jean, qu'il remplace numériquement, par décision n° 345 c., du 27 avril 1932.

M. Teruarii Vahapata dit Tihoni, est également nommé, à compter de ce jour, gardien de prison de 1<sup>re</sup> catégorie aux Gambier, également en remplacement numérique de Carlson Jean, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 40 c., en date du 18 novembre 1932, la démission de l'agent de police à Reao Tepahoto Abela, dit Katara, est acceptée pour compter du 30 septembre 1932.

En remplacement numérique de cet agent démissionnaire, M. Tamatenoa Tekakioteragi est nommé agent de police à Reao, à compter du 10 octobre 1932.

Par décision du Gouverneur, n° 41. c, en date du 25 novembre 1932, un congé de trois mois sans solde, pour affaires personnelles, est accordé à M. Manarii Patiare a Tepa, mutui du district de Amanu.

Pendant la durée d'absence de M. Manarii Patiare a Tepa, le nommé Ganahoa a Takamoana sera chargé de ses fonctions. Il percevra en cette qualité une allocation mensuelle de cinquante francs (50 frs).

A l'expiration de son congé, Manarii Patiare a Tepa reprendra ses fonctions et la présente décision sera rapportée (de facto) en ce qui a trait à son remplaçant Ganahoa a Takamoana.

## AVIS OFFICIELS

### Avis aux Fonctionnaires.

Les élections pour la désignation de deux délégués titulaires et de deux délégués suppléants à la Commission de Réforme du personnel en service dans la Colonie, tributaire de la Caisse des Pensions civiles de l'Etat (Loi du 14 avril 1924) auront lieu le 24 décembre 1932.

Le vote se fera par correspondance.

A cette occasion chaque électeur recevra :

1° Une feuille imprimée renfermant les instructions concernant le mode d'élection et une liste avec noms et prénoms de tous les fonctionnaires électeurs et éligibles ;

2° Un bulletin de vote ;

3° Deux enveloppes portant les numéros 1 et 2 ;

## AVIS

L'Administrateur des Îles-Sous-le-Vent, se rendra à l'île Maiao dans la première quinzaine du mois de mars 1933, pour régler les questions en litige au sujet du bornage des terres de cette île.

Il sera accompagné de l'Aide-Géomètre dactylographe de Raia-tea, du Chef du district de Niua (Tahaa) et du Juge indigène de Hauino (Tahaa).

## EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE PARIS

### Récompenses attribuées par le Jury Supérieur aux Exposants.

GROUPE II. — Classe 2 - Enseignement primaire aux colonies. Classement *Hors Concours* à titre collectif les écoles ci-après :

Ecole Centrale de Papeete	(île Tahiti)
Ecole d'application de Taravao	id.
Ecole communale de Papeete	id.
Ecole de Faao	id.
Ecole de Papeari	id.
Ecole de Pueu	id.
Ecole de Teahupoo	id.
Ecole de Faaoe	id.
Ecole de Vairao	(île Moorea)
Ecole de Vaiare	id.
Ecole de Poutoru	id.

Ecole de Fare	(île Huahine) (Groupe sous le Vent)
Ecole de Maeva	id. id.
Ecole de Haapu	id. id.
Ecole de Tefarerii	id. id.
Ecole de Teavaitapu	
Vaitape	(île Bora-Bora) id.
Ecole de Fetuna	id. id.
Ecole de Maupiti	(île Maupiti) id.
Ecole de Fakarava	(île Tuamotu)

GROUPE III. — Classe 14 - Cartes, Topographie. Classement *Hors Concours*. Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.

**Médaille d'argent.** — M. Meunier, Cartographe au Ministère des Colonies. Collaborateur.

(A dressé et exécuté la carte semi-murale de la Colonie figurant au Pavillon).

GROUPE VI. — Classe 32 - Marine Marchande. Classement *Hors Concours*. Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.

**Médaille d'or.** — Société d'Etudes Océaniques.

**Médaille d'or.** — M. Ahnne, Président de la Société, Collaborateur.

**Médaille d'or.** — M. Spitz Georges, commerçant, Collaborateur.

GROUPE VII. — Classes 39 à 42 - Produits agricoles.

**Membre du Jury.** — L. Liot, Prosper, 126, rue Origet, Tours. Classement *Hors Concours*. Plantations de la Fautau (L. Liot, propriétaire).

**Diplôme d'honneur.** — MM. Pasquier et Fain, importateurs de vanille, 16, Boulevard Magenta Paris.

GROUPE IX. — Classes 49 et 50 - Industries forestières.

**Médaille d'or.** — Société d'Etudes Océaniques.

**Médaille d'argent.** — M. Ahnne, Président, Collaborateur.

id. M. Pausanias, Géomètre au Service Topographique, Collaborateur.

id. M. Spitz Georges, commerçant, Collaborateur.

Classe 53 - Produits de la pêche :

**Médaille d'or.** — M. Hervé, Chef du Service de l'Ostréiculture.

GROUPE XI. — Classe 63 - Exploitation des Mines et Carrières.

**Membre du Jury.** — M. Touze, administrateur délégué de la Compagnie française des Phosphates de l'Océanie 2, rue Lord Byron, Paris 8<sup>e</sup>.

**Médaille d'or.** — M. Léon Moquet, fonctionnaire de la Société, Collaborateur.

id. M. Gagneux id.

**Médaille d'argent.** — M. Cherville (Maurice) Ingénieur de la Société, Collaborateur.

id. M. Cesbron (Charles) employé, Coopérateur.

id. M. Teiton, Décorateur-Menuisier d'Art Coopérateur.

Classement *Hors Concours*. Société d'Etudes Océaniques.

Le Jury a également accordé un diplôme de Grand Prix collectif à l'ensemble de la Presse pour les publications suivantes :

TIZRANA

LA TRIBUNE DE TAHITI

LE BULLETIN DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

LE SIGNE DU TEMPS

LE JOURNAL OFFICIEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

LE BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES OcéANIENNES.

### Titulaires de diplômes spéciaux pour services rendus à l'Exposition :

Gouvernement des Etablissements français de l'Océanie.

Service de l'Instruction Publique (organisation et sélection des travaux scolaires dans l'ordre professionnel et artistique).

Service Topographique (exécution des levées d'îles de la Colonie).

### Comité local de préparation de l'Exposition.

CHAMBRE D'AGRICULTURE de Papeete (exposition piscicole, agricole, industrielle et commerciale, organisation, groupement et sélection des envois des colons, industriels et commerçants locaux).

M. Bouge, ancien Gouverneur de la Colonie,	} Part
M. Joré, Gouverneur à Nouméa,	
MM. Gentil et Coup, anciens secrétaires généraux de la Colonie,	
M. le Capitaine Maillôt, Secrétaire du Comité local de Préparation à la direction de l'Organisation locale de la préparation de l'Exposition.	

personnelle.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES OcéANIENNES ET M. AHNNE *Président* ;

Contribution personnelle à la préparation de la brochure "Océania".

MM. Spitz, Hervé, R. P. Rougier, Miller, Dr Noël, Pausanias, Campana, Amiral du Petit-Thouars, Pierre Loti-Viaud, Samuel Loucheur, Jamot, Ratton, Moris, Dr Chigot, M<sup>mes</sup> Duvignau et Fouquiau (prêts de collections personnelles de produits tahitiens ou de souvenirs de famille se rapportant à la famille du Petit-Thouars, à Pierre Loti, à Gauguin etc.....

### Titulaire des Diplômes de Collaboration.

M. Paulme, Commissaire-adjoint.  
M. le Dr. Sasportas, — —

### COMITÉ COLONIAL DU COMBATTANT

Les élections du 22 novembre 1932, pour la désignation de deux membres titulaires du Comité Colonial du Combattant ont donné les résultats suivants :

Électeurs inscrits	230
Nombre de votants	159
Bulletins blancs ou nuls	3
Suffrages exprimés	156
Majorité absolue	79

MM. Grève-Cœur (Maurice),	51 voix
Machecourt (Claude),	144 »
Quesnot (Joseph),	112 »

MM. Machecourt et Quesnot, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix supérieur au quart des électeurs inscrits, ont été proclamés délégués élus des Anciens Combattants du Comité Colonial du Combattant.

## AVIS

L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance du Public que le Gouvernement Canadien vient de dénoncer le traité de 1922 qui régissait ses relations commerciales avec la France.

Suivant des informations reçues du Département, ledit traité cessera d'être en vigueur après le 16 juin 1932.

On rappelle à cette occasion que certains des avantages conférés à la France aux termes de cette convention, avaient été ultérieurement étendus, notamment à la Belgique, à l'Italie, au Danemark, au Japon, à l'Espagne, au Vénézuéla et à l'Argentine, et que ces avantages disparaissent automatiquement pour les pays en question du fait de l'abrogation du traité avec la France, à moins que de nouveaux accords soient conclus pour leur continuation.

Il est à présumer que de prochaines négociations permettront aux deux Gouvernements en cause de conclure un nouveau traité commercial mutuellement avantageux.

### TRÉSORERIE DE TAHITI

#### Avis

Les porteurs et titulaires de rentes, bons ou obligations 5 % 1915-1916 5 % 1928 6 % 1920 6 % 1927 7 % 1927 dont la conversion en rentes 4 1/2 % a été décidée par la loi du 17 septembre 1932 sont invités à déposer le plus tôt possible à la Trésorerie, leurs titres, bons ou obligations.

Il leur sera payé au moment du dépôt, les intérêts à l'ancien taux jusqu'au 31 octobre 1932.

### AVIS AU PUBLIC.

Un tonneau d'huile et différents objets (agrès de navires etc) ont été sauvés dans le lagon d'Uturoa.

Les propriétaires de ces objets sont invités à se faire connaître, faute de quoi, il sera procédé dans un délai de trois mois à partir de la date du présent avis à leur vente aux enchères par les soins du syndic des gens de mer à Uturoa.

Uturoa le 27 octobre 1932

Le Médecin Commandant, Administrateur,  
LE GALL.

## AVIS

L'Administration a l'honneur d'attirer l'attention des familles, ainsi que celle des jeunes filles partant seules pour compléter leurs études dans la Métropole, sur l'œuvre entreprise par le **Comité d'Entr'aide Coloniale Féminine** dont le siège social est à l'**Institut Colonial**, 98 bis Boulevard Haussman — Paris (VII).

Ce Comité, présidé par M<sup>me</sup> André Hesse, se propose de diriger à leur arrivée dans la Métropole et d'assister moralement pendant leur séjour les jeunes filles originaires des Colonies.

Un bureau permanent de renseignements fonctionne à l'adresse indiquée les lundi et mercredi de 9 heures et demie à 11 heures et demie et le samedi de 15 heures à 17 heures.

## AVIS

Le Siège du "Foyer Colonial de Marseille" précédemment établi 13, rue Sénac à Marseille a été transféré depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1932, Place de la Bourse n° 11.

## Prix "Eugène ETIENNE"

Fondation des "Amis d'Eugène ETIENNE" par les soins de la "Ligue maritime et coloniale" et de "l'Union coloniale française".

## RÈGLEMENT.

Article 1<sup>er</sup>. — Il est fondé auprès de l'Académie des Sciences coloniales un prix biennal dénommé; *Prix Eugène ETIENNE*, auquel seront consacrés les arrérages des sommes recueillies à ce jour ou qui pourront être ultérieurement récoltées.

Art. 2. — L'attribution du Prix (versement en espèces, bourse de voyage) sera faite à des œuvres collectives ou individuelles ayant contribué à la protection de la santé des races indigènes et au développement de la population indigène dans le domaine colonial français et plus particulièrement en Afrique.

Art. 3. — Les candidatures au prix "Eugène ETIENNE" peuvent être posées au moins six mois avant l'échéance, auprès de l'Académie soit par les gouvernements coloniaux, soit par des groupements d'intérêt général, soit par des municipalités ou assemblées locales, soit par des personnalités connues ou par les intéressés eux-mêmes.

Art. 4. — La documentation à fournir comportera selon les cas: un historique, un tableau exact des actes ou travaux accomplis et des résultats obtenus, et des attestations officielles ou autorisées et toute documentation technique à l'appui.

Art. 5. — Une commission, dont l'Académie fixera elle-même la composition, sera nommée six mois avant l'échéance du prix pour examiner, sous la présidence du Secrétaire perpétuel, les dossiers et les propositions de la Commission seront soumises au vote de l'Académie procédant en comité secret.

Art. 6. — La proclamation des lauréats et la remise du prix seront faites au cours de la séance publique annuelle.

Art. 7. — La première attribution aura lieu en 1931, la périodicité biennale étant établie à partir de cette date.

## SERVICE DES CONTRIBUTIONS

## Avis concernant les négociants et patentés.

MM. les négociants et patentés de toutes catégories qui auraient l'intention de cesser leur commerce ou leur industrie sont invités à en faire la déclaration au Bureau des Contributions avant le 1<sup>er</sup> janvier 1933.

Faute par eux de se conformer au présent avis, ils continueront à figurer au rôle des contribuables pour l'année suivante.

Il leur est rappelé qu'en vertu de l'article 26 de l'arrêté du 16 février 1881, les formules de patentes sont expédiées et remises aux intéressés sur la présentation de la quittance du premier mois.

## Avis au sujet de la taxe sur les voitures.

L'Administration rappelle au public les dispositions de l'arrêté du 30 octobre 1913 établissant une taxe sur les véhicules et rendant obligatoire la déclaration de possession.

Les déclarations ne doivent pas être renouvelées chaque année. Elles doivent être seulement modifiées en cas de changement soit dans les bases de la taxe, soit dans le lieu de son imposition.

Les déclarations sont faites ou modifiées le 31 janvier au plus tard.

Les déclarations de possession en cours d'année de nouveaux véhicules doivent être faites dans les 30 jours de la date des faits qui motivent l'imposition.

Les personnes qui, dans le courant de l'année, deviennent possesseurs de véhicules déjà imposés doivent la taxe à partir du premier janvier de l'année suivante.

La radiation des matrices des véhicules non utilisés, n'est pas admise. Cette radiation n'est due que lorsque la matière imposable a perdu absolument sa destination.

## AVIS

Conformément à l'article 37 de l'arrêté du 16 février 1881 portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes les matrices pour 1933, devant servir à l'établissement des rôles des patentes, de la prestation, de l'impôt sur la propriété bâtie et de la taxe sur les voitures, seront tenues à la disposition des contribuables au Bureau des Contributions directes, du 13 au 24 décembre 1932 inclusivement.

## Avis au sujet de la taxe sur les chiens.

L'Administration rappelle au Public que, conformément au décret du 16 juin 1892, les possesseurs de chiens doivent faire leur déclaration à partir du 1<sup>er</sup> octobre de chaque année jusqu'au 15 janvier de l'année suivante, date extrême.

Toutefois, il n'est nécessaire de renouveler cette formalité que lorsque le nombre de chiens, précédemment déclaré, a varié depuis l'époque de la dernière déclaration, par augmentation ou diminution.

## Parau faaite.

Te faaite faahou nei te Hau i te mau taata ato'a e mai te au i te faaueraa mana no te 16 no tiunu 1892 e faaite ia te mau taata e uri ta ratou i taua mau uri ra i te mau matahiti ato'a, mai te hoe no atopa i te mau matahiti e tae roa' tu i te 15 no Tenuare no te matahiti i muri mai, o te taimé hopea ia.

No te mau faaite raa uri i hope ae' nei i te rave hia, e au ia ia faaapi hia, mai te mea eua huru'ete rahi raa o te uri (iti raa, rahi-raa; mai te mea ra o taua rahiraa tahito ra, aita ia e faaiteraa api no te faahurue raa.

## COMITÉ COLONIAL DU COMBATTANT

L'attention de l'Office National du Combattant, qui compte, parmi ses ressortissants, un très grand nombre de cultivateurs, a été retenue à maintes reprises par la situation particulière des petits propriétaires, fermiers, métayers, ouvriers agricoles, qui, en raison soit du peu d'étendue des terres qu'ils possèdent, soit du manque de capitaux, d'outillage, de cheptel, ne peuvent retirer de leur travail ou de l'exploitation de leur domaine un revenu suffisant.

L'impossibilité où se trouvent les uns d'acquérir de nouvelles terres, les autres d'accéder à la petite propriété, les met le plus souvent dans la nécessité d'abandonner la culture et de rechercher dans les grandes agglomérations des emplois précaires alors que leur maintien ou leur retour à la terre présenterait, pour eux et la collectivité, le plus grand intérêt.

Aussi pour suppléer à l'insuffisance ou aux lacunes des dispositions législatives d'ordre général, l'Office National du Combattant a, dès sa création, pris des mesures particulières qui facilitent aux anciens combattants, agriculteurs, l'accession à la petite propriété et l'acquisition des instruments de travail : Prêts d'honneur, prêts professionnels et prêts spéciaux consentis dans les conditions précisées par des instructions antérieures.

Mais il a estimé qu'il lui appartenait de faire un nouvel effort et, dans ce but, a inscrit un crédit à son budget en vue de l'acquisition de petites propriétés qui seraient mises à la disposition d'anciens combattants agriculteurs.

Une circulaire du 20 avril 1932 a précisé les conditions dans lesquelles les propriétés agricoles pourront être louées avec promesse de vente.

Le Chef du Service Administratif du Comité (Secrétariat Général.— 2<sup>e</sup> Bureau) se tient à la disposition de ceux que la question intéresserait pour leur fournir à ce sujet tous renseignements utiles.

### AVIS

Le public est avisé que le Comité de direction de la Foire de Hanoi a décidé que la XI<sup>e</sup> Foire se tiendrait dans cette ville, du 27 novembre au 11 décembre 1932.

Le Commissariat de la Foire se met à la disposition des commerçants et industriels pour leur fournir tous renseignements pouvant les intéresser, notamment en ce qui concerne la location des stands qui a commencée depuis le 1<sup>er</sup> juillet courant.

Cet organisme se propose, par ailleurs, d'adresser à l'Administration locale un certain nombre d'imprimés concernant cette manifestation industrielle et commerciale.

### AVIS

#### MINISTÈRE DES COLONIES

#### Concours pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale.

Par arrêté du Ministre des Colonies en date du 8 juillet 1932, le concours prévu par l'article 6 du décret du 10 juillet

1920 pour l'admission au stage à l'Ecole Coloniale des adjoints des Services civils et des commis principaux des secrétariats généraux des colonies, aura lieu les 4 et 5 avril 1933 dans les conditions fixées par l'arrêté organique du 9 août 1930.

Le nombre de places mises au concours a été fixé à 42.

(Radiogramme ministériel n° 113 du 25 juillet 1932).

### AVIS

L'Administration a l'honneur de porter à la connaissance des personnes de nationalité étrangère, ayant servi dans l'armée française pendant la guerre et qui seraient désireuses d'acquérir la nationalité française, qu'elles devront adresser au Chef de la Colonie les pièces suivantes :

- 1<sup>o</sup> Une demande rédigée sur papier libre ;
- 2<sup>o</sup> Les actes d'état-civil (acte de naissance, acte de mariage, certificat de bonne vie et mœurs, casier judiciaire et toutes les pièces justificatives précisant l'identité, la nationalité d'origine et les antécédents du candidat.

Toutes facilités seront accordées aux requérants pour que satisfaction leur soit donnée dans le plus court délai possible.

### AVIS

La Caisse Agricole a émis des bons portant intérêts, comme il est dit ci-dessous :

L'émission étant limitée, les personnes, désireuses de se voir attribuer des bons, sont priées de s'inscrire le plus tôt possible.

Les bons seront attribués, dans la limite du montant de l'émission et dans l'ordre des souscriptions.

Pour tous renseignements, s'adresser au Secrétaire Trésorier de la Caisse Agricole.

Bons de 100 fr., 500 fr. et 1.000 fr., à un an, deux ans, portant

4 fr. 0/0 d'intérêts l'an

Bons de 500 fr., 1.000 fr., 5.000 fr.

et 10.000 fr. à trois ans, quatre ans,

à cinq ans 5 fr. 0/0 —

### DEMANDES DE VENTES

Monsieur Hiou-You, n° 4757, demeurant à Tahaa, demande l'autorisation de louer aux Consorts Roura une partie de la terre "Haamene" sise à Hauino.

Monsieur Ariipaea Pomare, demeurant à Papeete, demande l'autorisation de vendre partie de la terre "Atuohu piti", sise à Borabora.

Monsieur Atger (Albert) demeurant à Hauino (Tahaa) demande l'autorisation d'acquérir des époux Tua Teanini,



les droits indivis qu'ils possèdent sur la terre "Vaipua" sise au district de Hauino, Ile Tahaa, moyennant le prix principal de 13.000 francs.

Monsieur Nuhi a Teotahi et son épouse Madame Taimarae a Orofata demeurant à Pueu demandent l'autorisation de vendre à M<sup>lle</sup> Gabrielle Frogier la terre "Atitetoa" et la vallée "Tehau" sises à Afaahiti.

Monsieur Ah Fong n° 1813, demeurant à Opoa, demande l'autorisation de vendre à M. Stephen Higgins la moitié divisée de la terre "Haapapara" sise à Opoa, ainsi que le bétail qui s'y trouve, moyennant le prix principal de trente mille francs.

Messieurs Ariipaea Pomare, demeurant à Papeete et Alexis Massainoff, demeurant à Los Angeles, demandent l'autorisation d'effectuer la mutation immobilière suivante: Vente par M. Ariipaea Pomare de partie de la terre "Atuohu piti" sise à Borabora, à M. Alexis Massainoff moyennant le prix de mille six cents francs.

Madame Arôarii a Faataura, assistée de son époux M. Puaru Teuru a Teura, demeurant à Teaharoa, île Moorea, demandent l'autorisation de partager des biens indivis dépendant de la succession de son père M. Vaha a Faataura.

Madame Malvina Howard demeurant à Papeete, demande l'autorisation de vendre à M. Charles Brown-Petersen une parcelle du lot n° 1 de la terre "Tereva" sise à Patutoa moyennant le prix principal de 9.000 francs.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M<sup>e</sup> L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete.

## A VENDRE

### Par licitation après surenchère

Le **Vendredi 23 décembre 1932**, à 8 heures, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal de Première Instance de Papeete, en un lot, la terre ci-après désignée située au district de Hitiaa (Ile Tahiti).

Aux requête, poursuite et diligence de :

M. Tapatua a Taimoe, propriétaire, demeurant à Hitiaa.

Ayant M<sup>e</sup> L. Sigogne, pour Défenseur.

En présence de :

1<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Teraiefa a Taimoe, épouse Nauraitera a Maitui ; 2<sup>o</sup> M. Nauraitera a Maitui, pris tant pour assister et autoriser la dame susnommée son épouse, que comme tuteur *ad hoc* des mineurs, Tehuitua a Tau, Virau a Tau, Tefaiuriuritetumuhauai a Tau et des mineurs Taurua a Tau, Terorotahiarii a Taimoe, Taiuri a Tau et Teeva a Tau ; 3<sup>o</sup> M. Arai a Taimoe, pris tant en son nom personnel que comme subrogé-tuteur *ad hoc* des mineurs sus désignés ; 4<sup>o</sup> M. Turarii a Taimoe ; 5<sup>o</sup> M. Tetua nuhaamarurai a Taimoe.

Ayant M<sup>e</sup> G. Ahnne, pour Défenseur ;

5<sup>o</sup> M. Tuaiva a Maiai, propriétaire, demeurant à Hitiaa.

Surenchérisseur.

Ayant M<sup>e</sup> L. Brault, pour Défenseur ;

6<sup>o</sup> M. Tetuanui a Marata, propriétaire, demeurant à Hitiaa.

Adjudicataire surenchéri.

En exécution des jugements rendus contradictoirement par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, les 31 mai 1932, et 18 novembre 1932, enregistrés.

### Désignation :

3<sup>me</sup> Lot. — Terre "TUPAIA", bornée du côté de la mer par les terres Teirii et Farematihae, sur 52 mètres, du côté de l'intérieur par la montagne Tupaia : du côté de Taravao par la terre Peetarava, sur 96 mètres, et du côté de Mahaena, par la montagne Mouarua sur 99 mètres.

Le Cahier des Charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 13 août 1932.

Par jugement du 21 octobre 1932, M. Tetuanui a Marata a été déclaré adjudicataire de la terre "Tupaia" faisant l'objet du 3<sup>me</sup> lot, mais une surenchère du sixième ayant été faite par M. Tuaiva a Maiai, suivant acte du Greffe du 21 octobre 1932, ledit lot est remis en vente sur le prix de cette surenchère.

### Mise à prix :

3<sup>me</sup> Lot. — Mille cinquante francs, ci. . . . . 1.050 »

Fait et rédigé à Papeete, le 18 novembre 1932, par M<sup>e</sup> L. SIGOGNE, Défenseur poursuivant.

L. SIGOGNE Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> G. AHNNE, Défenseur à Papeete.

## A VENDRE

### Par licitation.

Le **vendredi 23 décembre 1932**, à 8 heures, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'audience des criées du Tribunal de Première Instance de Papeete, en DEUX LOTS, les immeubles ci-après désignés sis au district de Tautira.

Aux requête, poursuite et diligences de M<sup>me</sup> Vahinetau Peck, épouse Tetumu a Tapi.

Ayant M<sup>e</sup> G. Ahnne, pour Défenseur.

En présence de :

1<sup>o</sup> M. Oronoapure a Faana ;

2<sup>o</sup> M. Tapututararoa a Faana ;

3<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Haamoe a Faana ;

4<sup>o</sup> M. Mahuru a Faana ;

5<sup>o</sup> M. Tama a Faana ;

6<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Taihoranui a Faana ;

7<sup>o</sup> Maurihara a Faana ;

8<sup>o</sup> M. Teihoarii a Faana ;

9<sup>o</sup> M. Tuaitatea a Faana.

Demeurant tous à Tubuai ;

10<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Miriama Hoffman, épouse Taaroaviri a Teinauri et son mari pris pour l'assister et autoriser, demeurant ensemble à Tubuai ;

11<sup>o</sup> M<sup>me</sup> Terahitimaluta a Tainarono, épouse assistée et au-

torisée de M. Tautuarii a Hupuni, prise en sa qualité de tutrice légale du mineur Teriitararoa a Faana ;

12° M. Tautuarii a Haupuni, pris tant pour assister et autoriser la dame sus-nommée qu'en sa qualité de co-tuteur du mineur dont s'agit ;

13° M. Théodore Hoffman, demeurant à Tubuai, pris en sa qualité de tuteur légal des quatre enfants mineurs issus de son mariage avec M<sup>me</sup> Tuteapuarii a Faana, savoir : Tutaaroa, Teuruna, Tevaetua et Araia Hoffman ;

14° M<sup>lle</sup> Arofai a Faana, demeurant à Rurutu ;

15° M. Hamau a Faana, demeurant à Rangiroa ;

16° M<sup>lle</sup> Pectuarii Hoffman, demeurant à Papeete ;

17° M<sup>me</sup> Aetua a Haupuni, épouse Wallace Hills et son époux M. Wallace Hills, demeurant ensemble à Fautaua ;

18° M. Teraitahi a Haupuni, demeurant à Papeete ;

19° M. Narii a Faana, demeurant à Paëa ;

20° M<sup>me</sup> Teuruna a Faana, demeurant à Tautira ;

En exécution d'un jugement rendu par défaut le 17 mai 1932 par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, enregistré et signifié.

### Désignation des biens à vendre :

#### Premier Lot.

Terre "ATITI" et vallée à fei "VAVAH" sises à Tautira. La terre "Atiti" sise entre les terres "Ananaia" et "Tahui", mesure 85 m. 20 de largeur et 144 m. 80 de longueur.

#### Deuxième Lot.

Terre "FAAHITIMAOAE I" sise à Tautira.

Cette terre est limitée d'un côté par la mer où elle mesure 67 m. 70 ; du côté de l'intérieur par la montagne où elle mesure 72 m. 40 ; du côté de Teahupoo par la terre "Faahitimaœ II", où elle mesure 113 mètres et du côté de Puen par la terre "Tepii" où elle mesure 222 m. 40.

Le Cahier des Charges pour parvenir à cette vente a été déposé au Greffe des Tribunaux de Papeete, le 18 octobre 1932.

#### Mises à prix :

Premier Lot. — Cinq cents francs, ci. .... 500 »

Deuxième Lot. — Cinq cents francs, ci. .... 500 »

Fait et rédigé à Papeete, le 18 octobre 1932, par M<sup>e</sup> G. Ahnne, Défenseur poursuivant.

G. AHNNE, Défenseur.

Etude de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

D'un jugement contradictoire rendu par le Tribunal Civil de Papeete le vingt trois février mil neuf cent trente-deux, enregistré et signifié, entre M. Pierre Franchi et Madame Cornélia Adams.

Il appert que ledit sieur Franchi a été déclaré divorcé d'avec ladite dame Adams.

Pour extrait :

H. HOPPENSTEDT,

## ANNONCES DIVERSES

### ASSOCIATION SPORTIVE "VAIETE".

**Nature et but de l'association.** — Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé à Papeete une association sportive sous le nom "VAIETE".

Cette association sera affiliée à l'Union des sociétés d'éducation physique et de préparation au service militaire.

Elle y sera représentée par un Délégué qui en recevra, pour les transmettre à la Société, toutes les communications.

Art. 2. — Elle a un siège central à Papeete et pourra ultérieurement avoir des sections dans les archipels et les districts de Tahiti.

Art. 3. — Elle a pour but l'organisation et la pratique des sports athlétiques.

Art. 4. — Elle comprend : 1° des membres honoraires ; 2° des membres actifs.

Art. 5. — Les membres honoraires sont ceux qui par leurs souscriptions ou par un don d'au moins cent francs contribuent à la prospérité de l'association sans participer à ses avantages. Ils ne sont soumis à aucune condition d'âge, de domicile, de profession ou de nationalité.

Art. 6. — Les membres actifs sont ceux qui ont droit à tous les avantages assurés par l'Association en échange du paiement régulier de leur cotisation.

Art. 7. — Leur admission est prononcée par le Conseil Central à la majorité des voix, à titre provisoire et sauf ratification par l'Assemblée générale.

Les membres honoraires sont admis à titre définitif par le Conseil.

Les enfants au-dessous de 12 ans pourront faire partie de la société s'ils sont autorisés par leurs parents ; il pourront être admis à titre de pupilles sans paiement de cotisation.

**Association.** — Art. 8. — La Société est administrée par un Conseil Central composé comme suit : un Président ; un vice-Président ; un Secrétaire-Trésorier ; Cinq Commissaires.

Ces fonctions sont gratuites.

Art. 9. — Les membres du Conseil Central sont élus par l'Assemblée générale à la majorité des suffrages exprimés et pour une durée d'un an. Ils peuvent être réélus.

Art. 10. — Le Président veille à la régularité et au bon fonctionnement de l'association. Il a la police des assemblées, des jeux et des exercices divers.

Il signe tous les actes, arrêtés ou délibérations. Il représente l'association en Justice, auprès des Pouvoirs Publics et dans tous les actes de la vie civile.

Art. 11. — Le vice-Président seconde le Président et le remplace en cas d'empêchement. Il est chargé plus spécialement du contrôle, à toute époque, de la situation financière de l'association.

Art. 12. — Le Secrétaire-Trésorier est chargé des convocations, de la correspondance de la garde des archives, de la rédaction des procès-verbaux des réunions. Il tient le registre matricule des membres de l'Association et présente au Conseil Central les demandes d'admission.

Le Secrétaire-Trésorier fait les recettes et les paiements. Il tient les livres de comptabilité. Il est responsable des fonds et des titres de l'association. Il paie sur mandats visés par le Président.

Art. 13. — Les cinq commissaires sont aux ordres du Président pour le seconder en tout ce qui concerne la police et la discipline intérieure et extérieure.

Art. 14. — Le Conseil Central se réunit toutes les fois qu'il y a nécessité. Il ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins de ses membres assistent à la séance. Les décisions du conseil sont prises à la majorité des voix, celle du Président étant prépondérante en cas de partage.

Art. 15. — L'Assemblée Générale, sur convocation individuelle, se réunit chaque année dans le mois de janvier, pour

procéder à l'élection du nouveau Conseil Central, pour statuer sur les radiations, pour accepter les démissions et prendre telles autres décisions relatives aux intérêts de la société.

L'Assemblée générale régulière annuelle entend le rapport du Conseil Central, reçoit et approuve, après explication s'il y a lieu, la situation financière de la Société exposée par le Secrétaire-Trésorier.

**Art. 16.** — L'Assemblée générale se réunira en outre extraordinairement, sur convocation du bureau, toute les fois qu'il sera nécessaire ou sur une demande écrite de 10 membres au Conseil Central.

**Art. 17.** — Toute discussion politique ou religieuse est bannie des réunions du Conseil Central, de l'Assemblée générale, des commissions et des sections.

**Organisation financière.** — **Art. 18.** — Les recettes de l'association sont normales ou complémentaires :

Les recettes normales sont : 1<sup>o</sup> Les cotisations des membres actifs ; 2<sup>o</sup> Leurs droits d'admission ; 3<sup>o</sup> L'intérêt de ces sommes.

Les recettes complémentaires sont : 1<sup>o</sup> Les cotisations des membres honoraires ; 2<sup>o</sup> Les produits des amendes ; 3<sup>o</sup> Les subventions de l'Etat, de la Colonie et des Municipalités ; 4<sup>o</sup> Les produits des fêtes, tombolas, collectes organisées par l'association ou à son profit ; 5<sup>o</sup> Les intérêts de ces sommes.

**Art. 19.** — Les dépenses sont normales ou complémentaires.

Les dépenses normales sont : 1<sup>o</sup> Les dépenses pour l'achat du matériel nécessaire aux exercices physiques, jeux et fêtes organisés par l'association ; 2<sup>o</sup> Les loyers d'immeuble occupés par l'association.

Les dépenses complémentaires sont celles occasionnées par les circonstances imprévues.

**Art. 20.** — Le Secrétaire-Trésorier ne peut conserver en caisse une somme supérieure à cinq cents francs.

L'excédent doit être placé au mieux des intérêts de l'Association.

**Art. 21.** — Une Commission de trois Membres dont le vice-Président, contrôleur permanent, et deux membres élus par l'Assemblée générale, est chargée de vérifier semestriellement les écritures et comptes. Ils sont pris en dehors des membres du Conseil Central. Cette Commission veille à la bonne tenue des livres.

**Obligations envers l'Association.** — **Art. 22.** — Chaque membre actif paie en entrant un droit d'admission fixé à dix francs, versé immédiatement avec la première cotisation.

**Art. 23.** — Il s'engage en outre au paiement d'une cotisation annuelle de trente francs, payable en totalité ou par acomptes dans le courant de l'année.

**Art. 24.** — Les membres honoraires paient une cotisation annuelle de cent francs.

**Art. 25.** — Les membres actifs sont obligés, sauf le cas d'empêchement effectif, de se rendre aux convocations prévues par les statuts.

**Obligations de l'Association.** — **Art. 26.** — L'Association fournit à ses membres les lieux et le matériel nécessaires pour les exercices physiques et les jeux qu'elle organise.

**Art. 27.** — Elle n'est pas responsable des accidents survenus aux membres de l'Association qui, après avoir pris connaissance des présents statuts, s'engagent à n'adresser aucune réclamation ou plainte contre l'Association au sujet d'accidents survenus au cours des parties d'entraînement ou matches auxquels ils auraient pris part.

**Police et discipline.** — **Art. 28.** — Le règlement concernant la police au sein de l'Association est arrêté par le Conseil.

Aucune peine ne peut être prononcée en dehors de celles fixées par les statuts.

**Art. 29.** — Tout sociétaire qui ne remplit pas les fonctions statutaires qui lui sont confiées encourt, sauf excuse reconnue valable par le Conseil, une amende de cinq francs pour chaque infraction.

L'exclusion peut être prononcée si la faute est grave et a fait subir un préjudice à l'Association.

**Art. 30.** — Tout membre qui trouble le cours des séances ou se présente en état d'ivresse au sein de l'Association encourt une amende de cinq francs. Il est tenu de quitter immédiatement les lieux.

Tout membre qui prononce des paroles injurieuses contre les membres du Conseil ou des Commissions encourt une amende de cinq francs.

En cas de récidive il peut être exclu de l'Association par l'Assemblée générale sur l'avis du Conseil Central ou sur le rapport des Commissaires des sections, s'il appartient à une section.

Tout membre qui dans une réunion ou pendant les séances de jeux soulève une question politique ou religieuse est pour ce fait condamné à une amende de cinq francs.

En cas de récidive il peut être exclu.

**Art. 31.** — Les amendes sont exigibles avant la cotisation. Le membre qui refuse de payer celles auxquelles il a été condamné peut être exclu.

**Radiation et exclusion.** — **Art. 32.** — Cessent de faire partie de l'Association les membres qui n'ont pas payé leurs cotisations dans le courant de l'année.

**Art. 33.** — L'exclusion est prononcée en Assemblée générale sur la proposition du Conseil Central et sans discussion :

1<sup>o</sup> Contre ceux qui seraient frappés d'une condamnation infamante.

2<sup>o</sup> Contre ceux qui se seraient rendus coupables d'un acte contraire à l'honneur.

**Art. 34.** — La démission, la radiation et l'exclusion ne donnent droit à aucun remboursement.

**Dispositions générales.** — **Art. 35.** — Les membres actifs ou honoraires qui ne peuvent pas assister aux assemblées générales ont le droit de se faire représenter par un autre membre au moyen d'une procuration au moins signée et approuvée de leur main.

**Art. 36.** — L'Association a un règlement général voté par l'Assemblée générale qui détermine toutes les questions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts.

**Modifications aux statuts. — Liquidation.** — **Art. 37.** — Toute modification aux présents statuts devra être soumise à l'Assemblée générale.

Aucune modification ne pourra être adoptée si ce n'est à une majorité composée du tiers des membres de la Société.

**Art. 38.** — En cas de dissolution volontaire la liquidation se fera selon les règles déterminées en Assemblée générale.

**Art. 39.** — Tous les cas non prévus aux présents statuts seront soumis à la décision du Conseil Central.

Fait et arrêté en Assemblée générale extraordinaire, le seize mai mil neuf cent trente-deux.

Le Président,

L. GRAFFE.

Le Secrétaire Trésorier,

A. POROI.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

Règlement sur la Circulation routière.

PRIX BROCHÉ : 2 FR. 50.

**TABLE ALPHABÉTIQUE DES ACTES**

EN VIGUEUR DANS LA COLONIE.

Dressée par M. HEIMBURGER, Magistrat.

PRIX BROCHÉ : 50 FRANCS.

**LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS  
DE L'Océanie ET DU PACIFIQUE AUSTRAL**

Prix broché : 50 francs.

**SÉMAPHORE DE PAPEETE**

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

**"OCEANIA"**

Légendes et Récits Polynésiens.

Extrait des *Bulletins* de la Société d'Etudes Océaniques.

PRIX BROCHÉ : 20 FRANCS.

**CALENDRIER POUR 1933**

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

**NOTICE LEMASSON**

(EXPOSITION COLONIALE DE 1900)

Prix broché : 5 francs.

**JOURNAL DE MAXIMO RODRIGUEZ**

Premier Européen ayant habité Tahiti en 1775.

Prix broché : 10 francs.

**ETAT DE LA SOCIÉTÉ THITIENNE**

A l'arrivée des Européens.

PAR DE BOVIS, LIEUTENANT DE VAISSEAU.

PRIX BROCHÉ : 10 FRANCS.

**Tarif des Taxes Locales de 1931.**

PRIX BROCHÉ : 5 FRANCS.

**ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE DU PACIFIQUE**

PAR M. LE GOUVERNEUR L. JORE.

Prix broché : 30 francs.

**ARRÊTÉ**régulant les clauses et conditions générales en vertu des marchés  
passés pour le compte du Service local.

Prix broché : 4 francs.

**Conditions de vente du "Journal officiel" au numéro.**Le prix de vente de chaque numéro du *Journal officiel* et de ses  
suppléments est fixé comme suit :

Jusqu'à 16 pages.....	2 fr. 50
De 17 à 24 pages.....	3 fr.
De 25 à 32 pages.....	3 fr. 50
De 33 à 40 pages.....	4 fr.
De 41 à 48 pages.....	4 50

Il est fait exception pour les suppléments contenant des reven-  
dications de propriété, lesquels sont vendus 2 fr. par feuillet de  
2 pages.



COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE  
« A LA TOUR EIFFEL »

**JOYEROT-JACOT & C<sup>IE</sup>**  
23, Rue, Gambetta. BESANÇON (France)

Catalogue générale d'Horlogerie, Bijouterie, Orfèvrerie  
adressé gratis et franco

ENVOIS DE CHOIX SUR DEMANDE A MM. LES FONCTIONNAIRES  
FACILITÉS de PAIEMENT — Représentants sont demandés.

## TARIFS POSTAUX. — PRINCIPALES TAXES.

Régime intérieur.  
(Arrêté du 28 août 1930.)Régime franco et intercolonial.  
(Arrêté du 12 juin 1930.)Régime international.  
(Arrêté du 26 octobre 1926.)

(Arrêté du 12 juin 1930.)									
CATÉGORIES  D'OBJETS	RÉGIME INTÉRIEUR, FRANCO-COLONIAL ET INTERCOLONIAL (1).				RÉGIME INTERNATIONAL (1).				
	CATÉGORIES  DE POIDS	AFFRANCHISSEMENT	POIDS  maxi-  ma :	DIMEN-  SIONS  MAXIMA	CATÉGORIES  DE POIDS	Affranchissements	POIDS  maxi-  ma :	DIMEN-  SIONS  MAXIMA	
Lettres et Paquets clos	Jusqu'à 20 grammes.....	0 50	1 k. 500	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Jusqu'à 20 grammes.....	1 50	2 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	
	De 20 à 50 — .....	0 75			Au-dessus de 20 gr., par	0 90			
De 50 à 100 — .....	1 »	20 gr. ou fraction de							
Au-dessus de 100 gr., par		100 gr. ou fraction de							
	100 gr. ....	0 40			20 gr. ....				
Papiers d'affaires et de commerce.	Mêmes taxes et conditions d'ad-		1 k. 500	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Jusqu'à 250 grammes.....	1 50	2 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	
	mission que pour les lettres, à l'exception des factures, relevés de comptes ou de factures, no- tes d'honoraires, bordereaux d'expédition, dont le tarif, jus- qu'à 20 grammes est.....	0 40			Au-dessus de 250 gr., par	0 30			
					50 gram. ou fraction de				
					50 gr. ....				
Cartes postales	Ordinaires et illustrées (2).	0 40		Max. 15×10. Min. 10×7.	Ordinaires et illustrées..	0 90		Max. 15×10. Min. 10×7.	
Echantillons	Jusqu'à 50 grammes.....	0 45	500 gr	30×30×30 ou 45×15×15; échantillons d'é- toffes collés sur papier 45×45	Jusqu'à 100 grammes....	0 60	500 gr.	45×20×10, En rouleaux : long. 45 cm. larg. 15 cm.	
	De 50 à 100 — .....	0 25			Au-dessus de 100 gr., par				
	Au-dessus de 100 gr., par				50 gr. ou fraction de				
	100 gr. ....	0 20			50 gr. ....	0 30			
Imprimés	Jusqu'à 50 grammes.....	0 45	3 kilog.	45×45×45, En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	Par 50 gr. ou fraction de	0 30	2 kilog. 3 kilog. pour les volumes expédiés isolément	45×45×45. En rouleaux : long. 75 cm. larg. 10 cm.	
	De 50 à 100 — .....	0 25			50 gr. ....				
	Au-dessus de 100 gr., par								
	100 gr. ou fraction de								
	100 gr. (3) (4) .....	0 20							
Recommanda- tion	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	Lettres, paquets clos et cartes postales ordinaires.. 1 fr. ». Objets affranchis à prix réduits..... 0 fr. 60. Enveloppes de valeurs à recouvrer..... 1 fr. ».							
	Régime international.	Droit fixe pour tous objets..... 1 fr. 50.							
Avis de réception	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	a) demandé au moment du dépôt de l'objet..... 0 fr. 75. b) demandé ultérieurement..... 1 fr. 50.							
	Régime international	a) demandé au moment du dépôt de l'objet..... 1 fr. 50. b) demandé ultérieurement..... 3 fr. ».							
Réclamations	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial	Objets recommandés ayant fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 0 fr. 75 Objets ord. et rec. n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'accusé de réception... 1 fr. 50							
	Régime international	Objets recommandés ayant fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 1 fr. 50 Objets ord. et rec. n'ayant pas fait l'objet d'une demande d'accusé de réception..... 3 fr. »							
Mandats d'articles d'argent	Régime intérieur franco-colonial et intercolonial  Maximum 5.000 fr.	DROIT DE COMMISSION :							
		1 <sup>o</sup> Droit fixe applicable à tous les mandats..... 0 fr. 40							
		Jusqu'à 100 fr., 5 cent. par 5 fr. ou fraction de 5 fr;							
		De 100 fr. 01 à 500 fr. : 1 fr. pour les premiers 100 fr. ; pour le surplus, 50 cent. par 100 fr. ou							
		fraction de 100 fr.							
		De 500 fr. 01 à 1.000 fr. : 3 fr. pour les premiers 500 fr. ; pour le surplus, 25 cent. par 100 fr. ou							
		fraction de 100 fr.							
		Au dessus de 1.000 fr. : 4 fr. 25 pour les premiers 1.000 fr., pour le surplus, 25 cent. par 250 fr.							
		ou fraction de 250 fr.							
		Les mandats d'abonnement aux journaux acquittent, en sus du droit de commission une taxe							
additionnelle de 0 fr. 50.									
Taxe d'expédition et de factage des mandats-cartes et des mandats-lettres;..... 0 fr. 50									
Avis de paiement. (a) demandé au moment du dépôt des fonds..... 0 fr. 75									
(b) demandé ultérieurement..... 1 fr. 50									
Réclamations..... 1 fr. 50									
En sus du droit de commission et, le cas échéant, des taxes d'abonnement et de factage, il est									
perçu, sur le montant des mandats franco-coloniaux, une taxe de change de 1 fr. 25 %.									

(1) Les objets de correspondance adressés poste restante sont passibles, en sus de la taxe ordinaire d'affranchissement, d'une surtaxe de dix centimes (0.10) par objet, pour des journaux et écrits périodiques, et de 30 centimes (0.30) par objet, pour toutes les autres correspondances. Si cette surtaxe n'est pas acquittée au départ elle est perçue sur le destinataire.

(2) Par exception, les cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration ou gravure, à l'exception de toute annotation manuscrite sont admises au tarif de 0 fr. 45 lorsqu'elles portent, au recto, uniquement la date, la signature et l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus de correspondance.

(3) Une catégorie d'imprimés dits "urgents", dont la liste limitative est la suivante : prix courants, mercuriales, cotes de bourse, ou d'office public ou de vente, lettres de convocation et d'invitations, avis de passage des voyageurs de commerce, avis de naissance, de mariage ou de décès, affiches, épreuves d'imprimerie et de copies destinées à l'impression dans les journaux, devront acquiescer une taxe additionnelle de dix centimes par objet pour bénéficier de l'acheminement dans les mêmes conditions que les lettres missives.

(4) Cartes de visite. — Le tarif de 0.15 est applicable aux cartes de visite contenant les indications manuscrites autorisées sur les imprimés. Celles comportant imprimés ou manuscrits, des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autre formule de politesse exprimée en 5 mots ou au moyen de cinq initiales conventionnelles au maximum sont admises au tarif de 0.25.

**TARIFS POSTAUX** (suite).

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	VOIES	POIDS	TAXES
<b>Colis postaux</b>	FRANCE.	Echange direct.....	1	40 60
			5	49 60
			10	30 75
			15	45 75
			20	60 00
	ÉTATS-UNIS.	Echange direct.....	3	4 60
			5	7 60
			10	15 20
	AUSTRALIE.	Echange direct.....	1	8 10
			3	12 60
			5	19 10
	NOUVELLE-ZÉLANDE.	Echange direct.....	3	8 10
			5	12 10